Dans un contexte
d'hypermédiatisation de la violence,
qu'est-ce-que le social média peut
apporter aux petites structures
associatives citoyennes de défense
du droit à la sécurité pour
communiquer différemment ?

Note réflexion

S. Boucherrougui – SciencesCom
Promotion 32 – Novembre 2011

SOMMAIRE

INTRODUCTION

DE LA MEDIATISATION A L'HYPERMEDIATISATION DE LA VIOLENCE, LA SOCIETE FRANÇAISE EXPOSEE DEPUIS PLUS DE 50 ANS

La construction d'une société industrielle et urbanisée	P 3 - 4
La figure de l'étranger mise en scène	P 4 - 5
Le racisme et l'impossible intégration politique	P 5 - 6
La violence appelée « urbaine »	P 6
Les émeutes de 2005, la rupture	P 6 - 7

LE TRAVAIL DES JOURNALISTES EN BANLIEUE

La division du travail	P 7
L'organisation du travail journalistique	P 8 - 9
La production locale	P 9

LES ASSOCIATIONS CITOYENNES DE DEFENSE DU DROIT A LA SECURITE POUR TOUS

La réappropriation de la sécurité par les habitants des quartiers	P 9 - 10
La méthodologie de l'étude associative	P 10 - 11
La relation avec les institutionnels et les élus	P 11
La collaboration avec la police et les services de la Préfecture	P 11 - 12
Les réseaux des associations	P 12
La communication des associations	P 12 - 13

LES FRANÇAIS TOUS CONNECTES

Les chiffres clés d'internet	P 14
Le social média, définition et chiffres clés	P 14
Panorama du social média	P 15
Le social média, miroir de la vie réelle	P 15
Focus sur les réseaux sociaux	P 15 - 16

LE SOCIAL MEDIA AU SERVICE DE L'ACTIVISME ASSOCIATIF

Les Français solidaires du monde associatif	P 16 - 17
Des exemples d'actions de communication sur le social média	P 17 - 18

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES ASSOCIATIONS CITOYENNES MILITANT EN FAVEUR DU DROIT A LA SECURITE POUR TOUS ?

Le partage de l'information, des connaissances et des expériences	P 19 - 20
La création d'un espace de débat public	P 20
La mobilisation du réseau	P 21
La nécessité de créer un écosystème numérique	P 21
Les freins à l'initiative	P 22

CONCLUSION

ANNEXES

INTRODUCTION

L'image de la banlieue et des quartiers populaires s'est progressivement dégradée, elle renvoie le plus souvent aux problèmes de violence, d'insécurité et de délinquance. Les discours sécuritaires ont accompagné la dégradation sociale des conditions de vie. Je suis militante associative à Saint-Denis (93) dans une structure qui défend le droit à la sécurité pour tous ; l'association est née en 2004 à l'initiative d'habitants pour se réapproprier une thématique restée longtemps taboue et pour libérer la parole. Si notre démarche a reçu le soutien des habitants, elle s'est heurtée à un rejet du politique local et à une méfiance de la part des représentants de l'Etat. En effet, dans une banlieue défavorisée et de gauche, pourquoi des habitants voudraient-ils évoquer les problèmes de violence et de sécurité alors que ces sujets sont traditionnellement traités par les partis de droite ? Les problèmes de sécurité et de violence sont biens réels, notre combat consiste à refuser d'occulter ou de minimiser les conséquences, les souffrances des habitants qui doivent faire face à des situations inacceptables. Si évidemment il convient de lutter contre les violences sociales, nous interpellons le gouvernement, les élus en les appelants à prendre leurs responsabilités sur « la sécurité » ; pour nous c'est un moyen de mettre en exergue le manque de volonté politique, la défaillance des pouvoirs publics et leur incapacité à travailler en cohérence ; et par conséquent de montrer qu'il s'agit bien avant tout de problèmes sociaux et de décisions politiques. La relégation n'est pas une fatalité, ni la destinée dans laquelle on été enfermés les habitants des quartiers populaires. En partant de l'analyse du contexte, d'interviews de terrain et de l'étude du social média, j'ai souhaité donner du sens à ma réflexion parce que je suis en tout premier lieu concernée directement par le sujet. J'ai délibérément écarté de l'étude mon association, je souhaitais vraiment donner la parole et écouter d'autres responsables associatifs. Méthodologiquement, je me suis d'abord intéressée à l'hypermédiatisation de la violence. Pourquoi ce sujet bénéficie-t-il d'une couverture médiatique si importante ? Qui en sont les principaux acteurs ? Quelles sont les conséquences pour les quartiers populaires ? J'ai ensuite interrogé des responsables associatifs qui travaillent sur les questions de sécurité dans d'autres villes notamment Marseille, Paris et Toulouse pour échanger sur leurs pratiques associatives et communicationnelles. J'ai également étudié le social média, les profils d'utilisateurs, les usages et plus particulièrement la présence associative sur ce média en m'attachant à identifier les stratégies digitales employées par certaines associations. Enfin, j'ai dégagé des perspectives de communication et de collaboration sur les associations étudiées pour répondre à la question : qu'est-ce que le social média peut apporter aux structures associatives de défense du droit à la sécurité pour communiquer différemment ?

DE LA MEDIATISATION A L'HYPERMEDIATISATION DE LA VIOLENCE, LA SOCIETE FRANÇAISE EXPOSEE DEPUIS PLUS DE 50 ANS

La violence est désormais orchestrée par les médias. Il ne s'agit pas d'accuser les journalistes de créer un climat sécuritaire : les recherches qui se multiplient depuis l'entre deux-guerres sur l'impact des médias sur l'opinion indiquent qu'ils ne créent pas les opinions, ni ne les renversent ; en revanche, ils peuvent les atténuer, les renforcer significativement ou les révéler lorsqu'elles sont latentes. Extrait de l'ouvrage Fantômes et réalités dans le débat français - Laurent Mucchielli

Pour comprendre le contexte actuel, il m'a semblé important de retracer les événements clés et les temps forts de la construction médiatique de la banlieue.

La construction d'une société industrielle et urbanisée

Au début du XX siècle, 60% de la population française est encore rurale ; c'est après la seconde guerre mondiale que l'exode s'organise. La société villageoise fonctionnait essentiellement sur un mode d'interconnaissance dans laquelle les familles transmettaient leurs patrimoines professionnels, éducatifs, culturels. Dans ce monde rural, le contrôle de la délinquance relevait de la communauté villageoise et de l'autorité du père de famille. La sanction était infligée par le père en présence de la victime. Les mécanismes de régulation collective des comportements déviants étaient puissants.

La France devient, à partir des années 50-60, une société urbaine et industrielle. Pour accompagner ce développement et loger la main d'œuvre issue des campagnes, l'Etat décide de construire des logements sociaux ; les premiers HLM naissent en 1947 et seront encouragés par du financement public puis privé. Les banlieues des grandes agglomérations passent de près de 12 millions d'habitants en 1960 à 16 millions en 1975 et 20 millions aujourd'hui. Durant la période des « 30 Glorieuses », l'Etat organise l'assurance sociale, la scolarisation, les services publics. C'est la société du plein emploi. Pour assurer la sécurité des biens et des personnes, les effectifs de police vont également augmenter durant cette période passant de 50 000 en 1950 à 100 000 en 1975. Les villes nouvelles sont des banlieues rouges gérées et animées par le Parti Communiste, les syndicats d'ouvriers et des associations de quartier. La délinquance, même si elle existe, ne pose pas de problème. Elle est considérée avant tout comme une affaire d'adolescent ; par ailleurs, le pays est vieillissant et manque de jeune, tôt ou tard les jeunes peuvent se ranger. La société du plein emploi offre des perspectives d'avenir et d'insertion. L'ère de la société de consommation va s'installer et devenir le cadre référent matériel et symbolique du pays. Or certaines catégories n'auront pas les moyens financiers d'accéder à certains biens de consommation.

A partir du milieu des années 50, le patronat français décide de faire appel à l'immigration pour couvrir complètement ses besoins en main d'œuvre. Les ressortissants du Maghreb passent de 200 000 à 1,2 million au milieu des années 70 avec une très forte présence de la communauté algérienne. Les étrangers sont situés au bas de la hiérarchie ouvrière, socialement ils n'existent pas. En périphérie des banlieues, ils sont logés dans des bidonvilles, des foyers.

Les années 60 sont les années de la jeunesse et celles de l'augmentation de la consommation. C'est dans ce contexte qu'apparaît médiatiquement une première forme de trouble à l'ordre public avec les premiers phénomènes de bandes, « les blousons noirs ». Elles se caractérisent par la gratuité des violences infligées, les viols collectifs, les vols de véhicules, le vandalisme. Au début des années 60, les statistiques de police s'envolent. Les « blousons noirs » sont des adolescents issus du milieu ouvrier et des couches sociales les plus défavorisées ; ils ne s'inscrivent pas dans la culture instituée adolescente populaire française de l'époque.

On remarque que déjà dans les années 60, les médias ne se préoccupent pas d'engager une réflexion objective sur ces premiers phénomènes. Les journalistes relatent les faits en prenant des positions sécuritaires ou en minimisant la réalité des faits ; mais la société est prospère et en plein développement.

La presse écrite est relativement critique à l'égard des premiers grands ensembles et des nouveaux quartiers, elle évoque la « sarcellite » syndrome du « banlieusard ». S'appuyant sur des analyses sociologiques et médicales, les grands ensembles sont présentés comme des anomalies.

La figure de l'étranger mise en scène

A la fin des années 60, le chômage s'installe et va pratiquement doubler tous les 5 ans, on compte 1 million de chômeurs en 1976, 2 millions en 1982 et 3 millions en 1993. Le chômage touchera de plein fouet les ouvriers peu qualifiés et les jeunes sans diplôme ou très peu diplômé.

Jusqu'en 1969, deux cent zones à urbaniser en priorité seront construites ; elles accueilleront jusqu'à 5 millions d'habitants. Jusqu'en 1968, les probabilités les plus fortes d'habiter en HLM concernaient les employés, les contremaîtres et les ouvriers qualifiés. A partir de 1975 les ouvriers spécialisés et les manœuvres étaient les principaux bénéficiaires de ces logements. En 1977, de nouvelles mesures d'accession à la propriété contribuent à accélérer le départ des classes moyennes qui seront remplacées par des familles immigrées. Dès lors, on assiste à la paupérisation des grands ensembles.

Jusqu'à la fin des années 1970, l'information se lit dans la presse écrite car la mainmise politique discrédite la validité des informations télévisées. En 1965, 40% des français possèdent un poste de télévision. Les pouvoirs publics retirent la responsabilité du journal de la direction des programmes pour le rattacher à la direction des programmes radiodiffusés, sous couvert de protéger l'audiovisuel des groupes privés. La télévision devient un instrument du gouvernement qui exerce son contrôle sur les rédactions.

On y explique le rôle des institutions, on rend compte de la politique du logement et on donne une vision positive des grands ensembles.

Les programmes d'information vont se multiplier avec par exemple « Cinq Colonnes à la Une », « Faire Face », « Sept jours du Monde », « 16 millions de jeunes ». L'utilisation des caméras légères va permettre aux journalistes de sortir des studios et réaliser des tournages en extérieur ; progressivement certains sujets vont émerger comme la situation des immigrés en France, la guerre d'Algérie, les bidonvilles, le racisme, la situation des grands ensembles et la banlieue ; ce dernier sujet va obtenir droit de citer dans les programmes d'information télévisée. Les reporters des années 60 souhaitent briser les tabous de la société et révéler la face cachée des discours officiels. Edouard Mills-Affif a indiqué que ceux qui filmaient ces territoires étaient plutôt de gauche, des journalistes engagés politiquement.

En 1974, Valérie Giscard d'Estaing interdit la construction de d'immeubles de grande hauteur ; les ZUP sont abandonnées au profit des ZAC (Zone d'aménagement concertée). Parallèlement, les conventions « habitat et vie sociale » sont mises en place en 1977 afin de prévenir la dérive sociale qui se développe dans les quartiers périphériques d'habitat social. En 1978 le Président parle de reconquérir les banlieues.

Avec la crise économique de 1973, l'Etat incite les travailleurs étrangers à rentrer chez eux en offrant une prime au retour. Ceux qui ont choisi de rester vont pratiquer le « regroupement familial » pour permettre d'offrir une vie meilleure à leurs familles. Mais ces ouvriers étrangers seront les premiers à être licenciés lors de la crise. Dans le secteur automobile par exemple, la majorité des pertes d'emplois entre 75 et 82, est supportée par les étrangers. Laurent Mucchielli explique qu'au terme d'une stratégie de francisation délibérée de la part du patronat, les étrangers commencent à se rebeller, à expérimenter le droit de grève au moment même ou avec l'augmentation du chômage ils vont être accusés de prendre le travail des Français. A partir de l'année 1973, l'immigré sort de son invisibilité pour devenir un acteur du débat public. Edouard Miff situe l'origine de la naissance du problème de l'immigration à la télévision à partir d'un fait divers survenu en 1970. Le thème du racisme vient se greffer à la dénonciation des conditions de vie des travailleurs. Après la révolution de Mai 68, les anciens contestataires sont devenus des nouveaux bourgeois qui développent la notion de qualité de vie. Les thématiques de qualité des rapports sociaux ou de l'accès à l'environnement vont se substituer à celle de la lutte des classes. Les médias vont superposer l'ensemble de ces thématiques aux grands ensembles.

Le racisme et l'impossible intégration politique

A la fin des années 1970, le racisme va s'imposer dans les médias, les reportages laissent place aux émissions de plateau où l'on débat de l'immigration maghrébine et africaine mais sans les immigrés. Ces émissions et documentaires sont diffusés dans un premier temps à des heures de faible audience. L'association « délinquance » « urbanisation rapide – grands ensembles / tours » et « immigration » est formulée dans un rapport d'Alain Peyrefitte en 1977. Il y est dressé le profil type du délinquant ainsi que les handicaps cumulés ; l'analyse s'étend plus largement aux problèmes des travailleurs immigrés.

C'est avec « les rodéos » des Minguettes et l'été chaud de 1981 que le thème des désordres urbains apparaît dans l'actualité médiatique et contribue à ancrer deux idées celle du malaise des banlieues et celle d'une liaison fondamentale avec l'immigration. Les incidents vont être traités par certains titres de presse dans la rubrique « société » et pour d'autres dans la rubrique « faits divers » marquant ainsi le caractère indéfini des événements. La façon dont les incidents sont relatés dans les médias montre que l'enjeu est d'imposer une certaine représentation de la réalité. La presse de gauche s'oppose à la presse conservatrice. Plusieurs thèmes vont se greffer à l'actualité celui de l'insécurité, du racisme et de l'autodéfense (milice des habitants des quartiers). Le rôle incitateur de la presse dans les événements est également dénoncé. A partir de 1981, les grands ensembles deviennent des terres de reportages et d'enquêtes. Le jeune révolté issu de l'immigration se substitue aux représentations traditionnelles du travailleur immigré docile et discret. Or ces jeunes ne sont pas des immigrés. La question sociale n'est plus appréhendée à travers la lutte des classes mais au prisme de l'ethnicité et de la religion. L'association « banlieue / immigration » va s'incarner dans la figure du jeune « beur » ou « immigré de la deuxième génération » terme qui émerge comme nouvel acteur de la mobilisation. La marche pour l'égalité et contre le racisme organisée par les jeunes et par le père Delorme fait suite à plusieurs crimes

racistes et à l'agression par des policiers de Toumi Djaïda, responsable associatif de SOS Avenir Minguettes. La marche rassemble près de 100 000 manifestants à Paris, parmi les 3 associations qui ont organisé la marche pour l'égalité, SOS Racisme créée par des militants de gauche et d'extrême gauche dont Julien Dray, parvient à s'imposer dans les médias et auprès des politiques comme interlocuteur sur le front antiraciste. Le débat sur les banlieues se cristallise autour de l'opposition entre SOS Racisme et Jean-Marie Le Pen. En 1985 le leader d'extrême droite rassemble 16 millions de téléspectateurs lors de l'émission politique « l'Heure de Vérité ». Parallèlement TF1 et Antenne 2 affichent leur soutien aux concerts des « potes » organisés par SOS Racisme. A la fin des années 80, le mouvement antiraciste s'estompe. Selon Alain Battegay et Hamed Boubaker le pouvoir aurait fait le deuil de tout espoir d'une transformation rapide, le journalisme serait devenu plus responsable dans les modalités de couverture de la banlieue.

La violence appelée « urbaine », la menace islamiste et terroriste ou comment construire l'exclusion sociale

Au début des années 90, les jeunes étrangers de moins de 25 ans issus des pays du Maghreb connaissent des taux de chômage allant jusque 60%, contre 30% pour les jeunes français par acquisition du même âge et 20% pour les jeunes français de naissance. Quatre facteurs peuvent expliquer ce fort taux de chômage le premier lié à l'histoire économique d'une immigration ouvrière non qualifiée. Le second correspondant au refus de ces jeunes de reproduire les échecs de leurs parents, utilisant une stratégie d'évitement des filières professionnelles et manuelles sans avoir ni spécialisation professionnelle ni niveau général élevé. Le troisième étant un phénomène de discriminations à l'encontre de certains jeunes. Le dernier consistant au développement d'une attitude fataliste, haineuse et rageuse face à la société et aux institutions qu'ils rendent responsables de leurs nombreux échecs. Les soulèvements de novembre 90 à Montfermeil, suite au décès d'un adolescent renversé par une voiture de police donnent lieu à une multitude d'articles et de reportages. A partir de cette date la collaboration des journalistes et sociologues va s'intensifier. Eric Mace et Angelina Peralva ont montré comment les catégories de « l'angélisme » et du « réalisme » ont structuré le débat sur l'insécurité avec la distinction en termes de positif et de négatif : « le beur » qui réussit et celui qui se livre à des activités illicites. Parallèlement les émissions sur la banlieue, la violence et l'étranger s'installent à l'écran : « le Droit de Savoir », « Zone Interdite », « Envoyé Spécial » Geopolitis... et de nouveaux noms de quartiers apparaissent. Les craintes s'expriment à l'égard de bandes de jeunes issus de l'immigration d'Afrique du nord et sub-saharienne. A partir de la deuxième moitié des années 90, « la violence » devient une catégorie dominante d'interprétation des problèmes des banlieues, un consensus apparaît autour de la lutte contre la petite délinquance. Cette thématique entraîne l'apparition de journalistes spécialisés et d'experts en sécurité urbaine comme par exemple Alain Bauer ou Lucienne Bui-Trong. En 1995, le concept de « zone de non droit » est mis en place par les syndicats pour obtenir des moyens supplémentaires ; il va s'imposer dans les médias ; on y aborde le plus souvent de la délinquance des mineurs. On assiste à un glissement d'une représentation des banlieues comme lieu d'exclusion sociale vers celui des désordres sociaux. Cette décennie est aussi caractérisée par de nombreuses polémiques sur l'Islam, les banlieues, l'immigration et la sécurité, sujets superposés à des événements internationaux (Guerre en Irak, conflit israélo / palestinien, attentats en Algérie puis en France) qui sont largement relayées dans les médias produisant une vision dramatisée, « terroristes » de la jeunesse des banlieues.

Les émeutes de 2005, la rupture

En 2001, les attentats du 11 septembre vont impacter les banlieues introduisant un sentiment de suspicion généralisée à l'égard de l'Islam et des musulmans des quartiers populaires. En 2002, Jacques Chirac axe sa campagne sur la sécurité nationale. Le Front National accèdera au 2^{ème} tour de l'élection présidentielle. En 2005, de retour au Ministère de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy introduit le concept de « Zéro Tolérance » et les notions d'objectifs et d'obligation de résultat de la Police Nationale pour restaurer la loi et la sécurité dans les zones de non droit. Les chiffres de l'insécurité seront publiés régulièrement, c'est-à-dire 2 fois par an et repris par tous les médias. L'année va être marquée par plusieurs événements en banlieue parisienne qui provoqueront une rupture complète. Le 19 Juin, Sidi Hamed, 11 ans est victime de deux balles perdues pour une liaison amoureuse qui vire au drame dans la « Cité des 4000 à la Courneuve ». Compte tenu de la gravité de la situation, le Ministre de l'Intérieur décide de se rendre sur place pour rencontrer la famille. La thèse selon laquelle il s'agirait de deux bandes rivales qui s'affronteraient sur fond de trafic de drogue sera d'abord avancée par les médias. La

population du quartier se mobilise, les questions d'insécurité du quartier sont évoquées ; le Ministre, dans une phrase choc promet alors de « nettoyer la cité au Karcher ». Les médias nationaux relateront les visites du Ministre et créeront la polémique autour de l'expression. Les habitants des quartiers populaires prennent de plein fouet la violence des propos et s'indignent. Ils devront également faire face à une exposition médiatique très importante. Sur la dalle d'Argenteuil, le Ministre adopte également un discours choc lors de sa visite en adoptant une sémantique guerrière en utilisant « le débarrasser la racaille ». Les habitants des villes et des quartiers populaires en porteront les stigmates. En novembre 2005, la mort de deux adolescents à Clichy sous bois dans un contexte de course poursuite avec la police, va déclencher, tout d'abord sur la ville, des affrontements entre la jeunesse et la police. Les émeutes vont rapidement s'étendre et toucher 300 villes, elles dureront près de 20 jours. Les jeunes émeutiers s'attaqueront et détruiront notamment de nombreux biens publics et privés symboliques (école, stade, commissariat, entreprise, véhicules...) synonymes de leurs échecs et de leurs exclusions de la société française. Le gouvernement déclenchera l'état d'urgence, positionnant le rapport et le traitement de la banlieue comme d'anciennes colonies. Patrick Champagne évoque dans son ouvrage « La révolte protopolitique », la complexité d'interprétation des événements. La presse nationale et internationale parlera de la violence des incidents ; pour l'expliquer les journalistes évoqueront l'islamisation rampante dans les quartiers et cités. Dès lors les quartiers apparaissent comme des zones de conflits.

De nombreux sociologues étudieront les émeutes de novembre 2005 pour tenter d'en expliquer les causes profondes. Si les médias ont beaucoup parlé des banlieues, des villages et des villes ont également été touchées. A partir de cet événement, de nombreuses initiatives vont émerger des quartiers populaires pour porter les revendications de leurs habitants.

LE TRAVAIL DES JOURNALISTES EN BANLIEUE

Il est souvent reproché aux journalistes de ne pas retransmettre avec fidélité les déclarations et de ne sélectionner qu'une partie d'un discours. Les acteurs locaux sont considérés comme des concurrents en termes de production de contenu ; le discours politique constitue également une menace pour les journalistes qui recherchent en priorité des témoignages. Pour conserver le monopole de l'interprétation et du discours sur les milieux populaires, le choix des interlocuteurs va constituer le cadrage (associations de sujets et de témoignages).

La division du travail

Dominique Marchetti a montré comment la division du travail dans le journalisme contribue à produire un discours en décalage. La séparation entre journaliste assis (dans les rédactions) et debout (terrain) s'est renforcée dans les années 80. Dans la profession le travail en banlieue fait partie des tâches les plus ingrates. La banlieue représente un terrain miné et compliqué, les jeunes journalistes y effectuent leur première expérience. Ils n'ont pas la maîtrise du produit final qui est formalisé et cadré en amont par les rédactions. La difficulté à exercer en banlieue, la non-reconnaissance politique des problèmes sociétaux, la peur de la contamination de la réalité sociale, le développement d'un phénomène d'empathie et la concurrence dans les rédactions poussent les journalistes à vouloir changer de poste rapidement. Par ailleurs, la politisation des journalistes est stigmatisée dans les rédactions. La distanciation d'avec le champ politique conduit à un traitement de la question sociale à travers l'ethnie vs les classes – banlieues vs quartiers populaires.

L'opposition entre journalistes spécialisés et généralistes va également générer une déformation permanente dans le traitement de l'information en banlieue. Les premiers ont consacré des années de carrière dans un domaine. Les seconds disposent d'un savoir-faire leur permettant de couvrir des sujets très différents. Dans les années 90, les généralistes vont se substituer aux spécialistes, ainsi les journalistes qui assuraient un traitement régulier des banlieues vont diminuer. Les journalistes évoquent l'indifférence de la question des banlieues dans les rédactions en dehors des événements exceptionnels. Si des événements prennent de l'ampleur la couverture sera assurée par des grands reporters.

Les émeutes de 2005 ont conduit les rédactions à créer des postes pour assurer un suivi régulier de la banlieue. La perception des banlieues comme terre de reportage tient partiellement au fait que contrairement aux entreprises

ou aux institutions politiques ou non, les banlieues populaires n'ont pas de dispositif conçu pour s'adresser aux journalistes.

L'organisation du travail journalistique

L'organisation du travail journalistique réside dans la structuration des services et des rubriques émanant des directions éditoriales des sociétés de presse qui vont impacter le principe d'organisation du travail journalistique. A. Gosfiel a indiqué que toute l'ambivalence des problèmes sociaux réside dans le fait qu'ils sont à la fois un enjeu professionnel et moral, une source d'intérêt journalistique et un objet de divertissement créant des tensions au sein des services. Une de ces tensions oppose la mission de divertissement des « services faits divers / informations générales » et celle d'information civique « des services sociétés ». Les rédactions des services sociétés font valoir leur expertise dans les domaines tels que le logement, la famille, l'immigration, la police la justice. Les informations générales ou faits divers regroupent les départements police, justice et cellules d'investigation. La domination des services sociétés n'est pas clairement fixée. On assiste à un glissement des informations sociétés vers les informations générales, ces dernières traitant de la banlieue. Les journalistes peuvent passer d'un service à l'autre avec comme conséquence une dépréciation de la question sociale de la banlieue. Marine Msili a montré que l'une des caractéristiques du fait divers résidait dans l'absence d'évocation de cause, seules les conséquences humaines et matérielles retiennent l'attention. L'absence quasi-totale d'explication, laisse dans l'interprétation, toute la place au hasard ou à la fatalité. Les journalistes des services sociétés se démarquent de ceux des informations générales en contextualisant et en expliquant la survenue des faits. Dans une logique de compétition entre journalistes et le peu de militance dans les rédactions, c'est surtout à travers la façon dont les journalistes accèdent au terrain, construisent l'information, définissent leurs rôles qu'ils se distinguent. Les relations avec les populations sont souvent difficiles d'autant que les sources d'information des journalistes des informations générales sont souvent la police et la justice qui ont une approche des populations par déformation professionnelle. Ces sources appréhendent les problématiques de la banlieue à travers les jeunes désocialisés.

Les journalistes des services sociétés disent ne pas rencontrer de difficultés dans les quartiers ; ils proposent des sujets plus sociologiques et vont collaborer avec les acteurs locaux dans un rapport d'associés-rivaux. Pour les acteurs locaux passer dans les médias permet d'interpeller les pouvoirs publics pour obtenir des moyens et toucher l'opinion publique. Les relations avec les journalistes des informations générales sont souvent plus compliquées.

Le travail dans la presse locale et/ou nationale, populaire ou intellectuelle, constitue un autre principe de démarcation. Les journalistes locaux entretiennent des relations régulières avec leurs acteurs locaux ce qui leurs permet d'être alimentés en information. Ils sont plus soumis au contrôle de leurs sources que leurs confrères de la presse nationale qui ne conservent que très rarement de contact et peu de relation. Par ailleurs, l'encadrement des populations dans les quartiers n'est pas fixé dans la durée compte tenu du turn-over des travailleurs sociaux, des policiers, des enseignants et des structures associatives. Les événements de la vie entraînent une rupture dans les relations.

Les quartiers de banlieue sous l'angle « faits divers » suscitent un intérêt soutenu de la part des rédactions en chef. Un simple fait divers peut se transformer en événement et donner au journaliste chargé de traiter l'information une importante visibilité.

Ce que révèle le poids des informations générales c'est la montée des logiques commerciales et d'audience dans les rédactions, l'adoption d'un modèle journalistique professionnel et polyvalent. L'arbitrage entre le besoin économique et le lectorat ciblé sont les deux axes de l'espace journalistique sur lequel se place chaque organe de presse. Les réalités économiques vont donc impacter tout le secteur de la production d'information. L'entrée du management et des gestionnaires dans la presse vont modifier les organisations pour rationaliser la production journalistique (externalisation et homogénéisation des contenus, pigistes, réduction du temps de traitement journalistique...).

Dans la presse intellectuelle, les faits divers seront traités si les sujets renvoient à un caractère exceptionnel ou s'ils présentent de la matière pouvant donner lieu à un sujet de société plus large pour le présenter comme « un fait de société ». Les pratiques professionnelles de la presse populaire se sont élargies au pôle intellectuel.

La dépolitisation du journalisme a conduit à produire un discours neutre et apolitique des banlieues. Si un clivage générationnel apparaît entre les anciens et les jeunes journalistes, c'est parce que les premiers ont été engagés politiquement alors que les jeunes générations de journalistes considèrent la politique comme « négative ». C'est « l'expérience et le vécu politique » qui les distinguent. Les événements de la vie politique vont produire une distanciation généralisée des journalistes à l'égard du politique. La banlieue est donc traitée au prisme de l'ethnicité plutôt que socialement.

La production locale

Dans le même temps, pour défendre l'image de leurs villes et des quartiers médiatisés pour des faits de violence les municipalités se sont dotées d'importants services de communication. L'objectif est de défendre leurs villes et de montrer les aspects positifs de la politique de la ville conduite par les élus (initiatives locales, réaménagements de quartiers, réhabilitation de logement, politique en matière de sécurité, politique en faveur de la jeunesse...). Les maires font la promotion de la dynamique économique, culturelle et sociale en démontrant que leurs villes restent attractives. Les acteurs sociaux et les associatifs proches des municipalités travaillent également à améliorer l'image et la réputation des villes et des quartiers.

LES ASSOCIATIONS CITOYENNES QUI MILITENT EN FAVEUR DU DROIT A LA SECURITE POUR TOUS

La réappropriation de la sécurité par les habitants des quartiers

Au cours de ces dernières années des habitants de quartiers et des associations citoyennes, se mobilisent autour des questions de violence dans les quartiers populaires. L'augmentation des agressions et des vols violence ont poussé les habitants des quartiers populaires à exiger de la part des élus et de l'Etat des mesures fortes pour faire régresser ces problématiques. La plupart du temps, les faits « mineurs » (incivilités, vols sans violence, trafic discret) étaient intégrés par la population ; c'est ce que l'on pourrait qualifier de « seuil d'acceptabilité » des problématiques de violence liées au contexte social des quartiers qui concentrent de multiples problématiques sociales (chômage, échec scolaire, précarité, exclusion, discrimination et racisme). Si Laurent Muchielli insiste sur la violence sociale dans les quartiers et précise que le plus souvent « les pauvres volent aux pauvres », il faut souligner que les agressions physiques sont très mal vécues et de véritables chocs psychologiques pour les habitants. Ils n'acceptent pas les violences gratuites, crapuleuses exercées par certains jeunes des quartiers. Les habitants revendiquent également leur appartenance et leur attachement fort aux quartiers et tentent via des initiatives de se réapproprier l'espace public. Ils dénoncent l'inertie et l'abandon des pouvoirs publics des quartiers populaires. Les tensions sur les questions de sécurité avec les élus sont parfois très vives conduisant les habitants à remettre en cause les élus et les politiques municipaux. Si aujourd'hui, les politiques instrumentalisent la question de la sécurité, les habitants des quartiers et les victimes de violence restent seuls confrontés aux problématiques de violence. Cette solitude est amplifiée par la déshérence du politique dans les quartiers, le manque de lien institutionnel et social et le peu de moyen alloué au tissu associatif. Mais au-delà de la manipulation politique et médiatique de la question de la sécurité dans les banlieues populaires, il reste la question fondamentale du droit à la sécurité. Ce droit est inscrit dans la constitution des droits de l'homme au titre de la Liberté Individuelle et de Déplacement.

Article premier. - La sécurité est un droit fondamental. - Elle est une condition de l'exercice des libertés et de la réduction des inégalités. A ce titre, elle est un devoir pour l'Etat, qui veille, sur l'ensemble du territoire de la République, à la protection des personnes, de leurs biens et des prérogatives de leur citoyenneté, à la défense de leurs institutions et des intérêts nationaux, au respect des lois, au maintien de la paix et de l'ordre public. L'Etat associe, dans le cadre des contrats locaux de sécurité, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale, qui participent également à la politique de sécurité. D'autres

personnes morales et privées, et notamment les associations, les bailleurs sociaux et les entreprises de transport, peuvent concourir à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces contrats.»

Laurent Muchielli suggère à juste titre que ce sont les atteintes aux personnes qui ont le plus augmentées au cours du quart de siècle dernier. La délinquance et les violences aux personnes se concentrent dans les banlieues et quartiers pauvres. En définitive, les banlieues en difficultés sont des miroirs grossissants d'une société dans laquelle les inégalités ne cessent de se creuser. Paradoxalement et ce depuis de très nombreuses années, c'est bien dans ces banlieues et quartiers que le droit à la sécurité est le plus bafoué. Les plus pauvres se sont vu confisquer le droit d'être protégé. Le 7 juillet dernier, la Cour des Comptes publiait un rapport sur l'organisation et la gestion des forces de sécurité publique entre 2002 et 2010 ; celui-ci révèle une forte augmentation des atteintes aux personnes, des dysfonctionnements dans le mode de collecte de la statistique de la délinquance, une mauvaise répartition des effectifs de police, des problèmes liés au management et à l'inégale implantation de la vidéosurveillance. Contrairement à l'idée très répandue que les populations des quartiers sont hostiles à la présence policière, elles souhaitent le retour d'une police de proximité. Depuis les émeutes de 2005, beaucoup d'associations se sont constituées autour des questions de discrimination et d'égalité, de défense des droits des habitants des quartiers, et pour l'amélioration de l'image de la banlieue. Les plus connues ont bénéficié d'une large couverture médiatique, on peut citer Ac le feu, les Indigènes de la République, Respect banlieue, le Bondy Blog, Ressources Urbaines, Presse et Cités, Quartiers sans cible. D'autres petites structures associatives dans les quartiers se sont également créés autour du « droit à la sécurité pour tous » pour interpeller et sensibiliser les pouvoirs publics locaux et nationaux.

Approche méthodologique de l'étude associative

Dans le cadre de mon étude, j'ai sélectionné dix associations dont les préoccupations portent sur les questions de sécurité. Seules cinq d'entre elles ont répondu favorablement à l'enquête. Toutes les associations que j'ai interrogées ne sont pas forcément spécialisées dans le domaine de la prévention de la délinquance ; elles agissent également comme des groupes de pression auprès des pouvoirs publics. Ces associations ne disposent que de très peu de moyens financiers. J'ai choisi de les questionner sur plusieurs items pour comprendre leurs champs et modalités d'intervention, leurs interactions avec les institutionnels et les autres associations, leurs stratégies de communication, leurs niveaux de connaissance des questions de sécurité et leurs attentes en matière de création d'un réseau d'associations sur les réseaux sociaux.

Il n'existe aujourd'hui aucune étude portant sur le milieu associatif en banlieue et leur approche des questions de sécurité publique. Il est impossible d'évaluer par exemple le nombre d'associations citoyennes qui interviennent dans le cadre des Contrats Locaux de Sécurité, leur rôle précis, leur poids dans les décisions. Alors que les Contrats Locaux de Sécurité sont les organes dans lesquels se mettent en place les stratégies cohérentes de sécurité locale avec les acteurs institutionnels et associatifs, Virginie Gautron souligne que la coproduction de la sécurité locale reste déficiente. Lors de mes entretiens, j'ai constaté que seules les associations Stop la Violence et Trait d'Union interviennent dans le cadre du Contrat Local de Sécurité dans leurs villes. Pour Kamel Chibli de Stop la Violence « il faut pousser les associatifs à intégrer les CLS pour faire émerger des propositions adaptées en phase avec les réalités du terrain ». Les autres responsables associatifs entretiennent des relations unilatérales avec leurs élus locaux, les préfets et les services de police. Ils n'ont pas connaissance et ne sont pas informés des différents dispositifs existants sur leurs villes et dans le département : Groupe de Traitement Locaux de la Délinquance, Cellule de Veille, Conseil de Sécurité Départemental. Au regard des discussions, le constat est le suivant : l'Etat et les politiques souhaitent cantonner les associations à un rôle de terrain et ne pas les associer à une réflexion stratégique en matière de sécurité. Omar Djellil de l'Association Présence Citoyenne indique que Jean-Claude Gaudin, Maire de Marseille a provoqué un conseil municipal extraordinaire à huis clos sur la question de la sécurité. La situation sur les quartiers Nord étant extrêmement préoccupante et liée au trafic de drogue. Pour lui, la question sécurité à Marseille constitue d'abord un enjeu de bataille des politiques locaux. La sécurité ne s'inscrit pas dans la lutte quotidienne contre les problèmes de violence. A titre d'exemple, Emmanuel Valls s'est déplacé en Mai dernier tenant un discours sur le rétablissement de l'autorité tandis que Claude Guéant a tout simplement évité les quartiers Nord. Jean Gagiolli de l'association Trait d'Union confirme que la police n'intervient plus dans les quartiers Nord et que les clivages entre quartiers Sud et Nord sont importants. Il a organisé la mobilisation pour dénoncer l'affaire du parking de la Porte d'Aix. Sur Marseille, l'Etat veut reprendre la

main ; le Président Nicolas Sarkozy vient de nommer un proche comme nouveau Préfet, tout comme cela a été le cas en Seine-Saint-Denis.

Leurs relations avec les institutionnels et les élus

Elles restent compliquées pour Zohra Slimane qui intervient à Toulouse et dans le quartier de Bagatelle, la municipalité ne soutient pas assez les initiatives de l'association ; elle l'explique par le fait que finalement ses actions sont vécues comme concurrentes à l'action municipale. Elle insiste sur le fait que sa démarche n'est pas la même que celle de la municipalité, l'association défendant d'abord les intérêts des habitants et des jeunes du quartier en favorisant le lien, les rencontres et les discussions avec les institutionnels. La municipalité de gauche active toujours les mêmes plans (par exemple : des éducateurs de rue dont l'action reste pour elle peu efficace). Les institutionnels doivent avant tout répondre aux besoins des habitants. Pour Omar Djellil, les politiques contribuent à entretenir et renforcer la stigmatisation d'une partie de la population qui serait finalement entièrement responsable des problèmes de sécurité ; c'est-à-dire une forte population d'immigré, le refus des nouvelles générations de s'intégrer normalement, une pratique religieuse « l'Islam » incompatible avec la République. Il évoque le mépris du Maire à l'égard de l'action de l'association qu'il a qualifiée « de déferlante musulmane » lors d'une réunion. Par ailleurs, il indique que dans la région, il y a une montée des identitaires qu'il faut contrer ; en affirmant que les français de confession musulmane s'inscrivent dans l'identité nationale. Des débats doivent même être initiés avec les groupes d'extrême droite et le FN. Huong Tan, Président de Carré de Chine, explique que les élus ont connaissance des difficultés dans le quartier, la mobilisation de l'année dernière a mal été comprise, les élus l'accusent implicitement de communautarisme et finalement d'alimenter les tensions ethniques dans le quartier. Les dérapages lors de la manifestation sont dus à une mauvaise anticipation des services de la préfecture qui ne croyait pas à une forte mobilisation. Il explique que son inexpérience du monde associatif et politique a joué en sa défaveur. Pour Kamel Chibli, associatif depuis plus de 15 ans, « on ne peut rien sans l'action du politique ; faire bouger les lignes nécessite une implication dans les organisations politiques, il faut des changements à l'intérieur des partis politiques même si c'est parfois compliqué ». Il est élu PS depuis les dernières municipales à Lavelanet. Jean Gagioli explique qu'il est important d'avoir des relations avec les élus pour faire contrepoids, « la force de l'association c'est le terrain, les relations avec les habitants, les commerçants et l'ensemble des acteurs associatifs des quartiers Nord. Forcément, il y a des sensibilités politiques avec lesquels nous sommes plus en adéquation, mais l'association offre une liberté et des prises de positions claires. Au niveau des politiques c'est finalement le consensus. Les tentatives de récupération sont très présentes mais l'indépendance est nécessaire surtout sur les enjeux de sécurité publique ».

En résumé, tous les responsables associatifs entretiennent des relations avec leurs élus mais les désaccords sont nombreux et vifs. Sur le terrain associatif, il y a urgence la sécurité est un droit qui doit être assuré en luttant contre les amalgames et les analyses simplistes. Le dialogue et l'échange dans un cadre formel sont quasi inexistantes. Le plus souvent les institutionnels se renvoient systématiquement les responsabilités et privilégient des actions, des idées et des modes relationnels avec des acteurs dont ils ont la maîtrise. L'indépendance politique des associations visant à soutenir l'action citoyenne est mal perçue par le politique ; il faut se placer d'un côté ou d'un autre. Pour les associatifs, les premières victimes sont les habitants qui subissent l'inertie des pouvoirs publics. Il s'agit en premier lieu de lutter contre la délinquance, c'est à dire une minorité d'individus qui ne représentent en aucun cas la société française.

La collaboration avec la police et les services de la Préfecture

Toutes les associations interrogées ont des relations avec les services de police, elles sont une source d'information pour les commissariats locaux et les services de la préfecture. A Marseille, Jean Gagioli est en relation avec les Renseignements Généraux, à l'aide de son réseau local il fournit des informations sur les points importants de trafic de drogue, pour lui il ne s'agit pas de délation ; « il faut limiter les dégâts, trop de mineurs sont impliqués dans les trafics. Ces dernières années les trafiquants ont armé les gamins dans les cités, il faut les sortir de là, les encadrer ». Zohra Slimane est en contact avec le délégué police / population, elle rencontre sans difficulté le Préfet ; pour elle la police doit se rapprocher des habitants du quartier, avec l'UTEQ cela ne se passait pas trop mal, les bénévoles de l'association ont fait le lien avec les jeunes. Dans quatre quartiers parisiens, Huong

Tan indique que des Comités de Pilotage Sécurité ont été mis en place avec les commissariats et les élus, comités inexistants auparavant mais ils sont très irréguliers. En tant qu'élu et membre du CLS, Kamel Chibli travaille directement avec les services de Police.

Si la plupart des associations donnent des informations aux services de police, elles agissent dans le cadre de l'assistance à personne en danger en fournissant selon la gravité des situations des informations plus ou moins détaillées. Les responsables associatifs évaluent les situations avant de transmettre des informations. Le dispositif « Voisins Vigilants », récemment lancé et très critiqué, est en totale contradiction avec les réalités du terrain et les pratiques associatives. Dans certains quartiers, malgré les sollicitations des habitants, la police ne se déplace plus.

Les réseaux des associations

Elles ont toutes développés leurs réseaux au niveau local voire nationale ; le plus souvent le réseau est en affinité avec les objectifs de l'association. Omar Djellil, « Présence Citoyenne » et Huong Tan, « Carré de Chine » s'adressent également à leurs communautés respectives. Pour Omar Djellil, en plus de dénoncer les problèmes de sécurité, il s'agit également de combattre l'image négative véhiculée sur l'Islam et les musulmans de France, et lutter contre l'association « insécurité / islam ». Il a dénoncé publiquement l'affaire Harry Roselmack. Pour Huong Tan, l'objectif est de construire la représentativité des Chinois de France dans le milieu associatif et politique ; il milite par exemple en faveur de la mise en place d'une radio Franco-Chinoise. Jean Gagioli, grâce à son association Trait d'Union fédère, des associations de terrain qui interviennent dans les domaines tels que le commerce, l'école et l'éducation, le logement et le cadre de vie. L'association Bagatelle à Toulouse travaille très étroitement avec les associations culturelles et sportives du quartier. Zohra Slimane pilote par exemple le Café des Habitants avec les autres associatifs. Ils arrivent à faire intervenir les institutionnels (CAF, Pôle Emploi, Inspection Académique, Elus, Sapeurs Pompiers) pour résoudre les problématiques des habitants et favoriser les échanges. Par ailleurs l'association a intégré le Mouvement Mondial des Mères. L'association Stop la Violence a développé un réseau qui regroupe une cinquantaine d'associations au niveau national ; elle intervient comme conseil auprès du réseau.

Le développement d'un réseau permet aux associations de développer une analyse et une connaissance des problématiques plus fines. Si la lutte contre l'insécurité et la violence reste leur objectif premier au regard de l'urgence de la situation, elles s'attachent toutes à favoriser les échanges avec les associations intervenant dans d'autres domaines tels que l'éducation, le logement, la culture, le commerce, le sport... des structures associatives qui contribuent à améliorer la vie dans la cité mais qui dénoncent le laxisme institutionnel en matière de sécurité pour aboutir à des questionnements sur des thématiques sociales tels que l'emploi, l'éducation, la jeunesse, les discriminations et l'exclusion sociale, le logement et le cadre de vie, la citoyenneté et la représentativité politique. Si pendant longtemps les médias et les politiques ont imposé leurs visions des problématiques en banlieue (immigration, pauvreté, islamisation, conflits ethniques...), l'objectif pour les associations est de démontrer au prisme du « droit à la sécurité pour tous », les défaillances des pouvoirs publics sur les problématiques socio-économiques. Il est important de préciser que toutes les associations qui constituent le réseau restent indépendantes.

La communication des associations

Même si les moyens financiers des associations interrogées sont limités et proviennent essentiellement des adhésions, et de subventions publiques, certaines d'entre elles ont fait le choix de ne recevoir aucune aide publique. Les associations Trait d'Union, Présence Citoyenne et Carré de Chine fonctionnent essentiellement avec les donations et les adhésions des membres, un choix leur garantissant une totale indépendance. Stop la Violence et Bagatelle bénéficient de subventions servant essentiellement aux actions, animations sur le terrain. Les budgets limités servent à promouvoir et organiser les actions de terrain (tracts, affiches, dépliants, banderoles, pancartes...). La stratégie de communication dont l'objectif principal est de gagner en notoriété se construit sur deux axes : les actions sur le terrain et les relations avec la presse. Les associations entretiennent toutes des relations avec les journalistes locaux et/ou nationaux, elles diffusent des informations sur leurs activités et leurs actions mais elles n'obtiennent pas les mêmes résultats. Omar Djellil, Présence Citoyenne, se

démarche, il arrive à obtenir régulièrement des interviews, son discours et ses prises de position sur l'insécurité et l'identité nationale intéressent les journalistes. Militant depuis de nombreuses années et très actif sur les quartiers nord, il apparaît comme une figure locale incontournable mais controversée. Il a développé une forte présence sur le web, l'association dispose d'un blog régulièrement alimenté, il diffuse des vidéos, utilise les médias alternatifs. Jean Gagiolli, Trait d'Union, privilégie les actions chocs de terrain (blocage de rue, manifestation) pour sensibiliser l'opinion publique et les médias. Il précise que les deux quotidiens les plus importants de la région sont la Provence plutôt de droite et la Marseillaise se situant à gauche. Pour lui, même si les journalistes ne retranscrivent pas en totalité les propos, ils permettent tout de même de relayer les actions de l'association. Stop la Violence, association née en 1999 à l'initiative de Kamel Chibli a bénéficié d'une importante couverture médiatique. Aujourd'hui les journalistes sont moins intéressés, c'est un homme politique. Zohra Slimane de Bagatelle reproche à certains journalistes de la Dépêche du Midi d'être trop proches du politique local, de censurer une partie de l'information, et de ne pas exercer de regard critique. Elle évoque un reportage TV sur FR3 : pour elle les journalistes étaient plus attentifs mais au final lors de la diffusion, le quartier a quand même eu droit à des clichés alors que le bilan de l'initiative était positif. Aujourd'hui les habitants ne veulent plus participer à aucun reportage TV et l'association les refuse. Huong Tan, Carré de Chine, s'est créée il y a un an ; sa manifestation pour le Droit à la sécurité pour tous a été largement couverte par la presse écrite le Monde, Libération, le Parisien, Le Point, L'Express et reprise par les chaînes de TV nationales. La mobilisation était importante, la presse ne pouvait pas passer à côté mais les articles ont donné lieu à de nombreuses interprétations orientées sur des conflits ethniques dans les quartiers. Les problèmes de fond n'ont presque pas été évoqués ; l'inexpérience en relation presse est un facteur ayant conduit à la production d'articles en inadéquation avec le discours de l'association.

Les relations avec les journalistes sont centrales dans la stratégie de communication mais les responsables associatifs n'ont pas le même niveau d'expérience. Ils se placent comme interlocuteurs naturels et uniques pour répondre aux interviews ; il y a une très forte dépendance entre la visibilité de l'association et celle du responsable. Globalement, en interne les autres membres de l'association sont très peu mis à contribution, posant ainsi la question de la viabilité communicationnelle. Généralement, les interviews réalisées abordent la sécurité sous l'angle des dispositifs techniques sécuritaires et/ou la victimisation, positionnant certaines associations comme des partisans du « tout sécuritaire » voire un mouvement proche de l'extrême droite. Huong Tan se refuse aujourd'hui à transmettre les coordonnées de victimes de violence ; la méconnaissance des enjeux politiques liés à la sécurité publique est un frein majeur. Si tous les responsables disposent de contacts associatifs intervenant dans d'autres domaines tels que l'éducation, le logement, le cadre de vie, les associations ne les font pas directement intervenir lors d'interview pour permettre un repositionnement du sécuritaire vers le champ social. Elles donnent les contacts aux journalistes sans piloter les demandes ; elles n'influencent donc pas le cadrage journalistique ; cependant elles militent également pour un meilleur système éducatif et contre la suppression des postes d'enseignants ou le manque de subvention aux associations d'aide à la scolarité et d'encadrement des jeunes. En règle générale, elles ne refusent pas les interviews sauf si ces dernières ne respectent pas une certaine déontologie. Omar Djellil a par exemple refusé d'être caution de la polémique portant sur la burqa. Si comme évoqué dans la première partie les journalistes manquent de relais dans les quartiers, les associations les mieux exposées doivent apprendre à maîtriser le produit final en associant les acteurs avec lesquels elles travaillent au quotidien. Aucune associations n'utilisent les outils de communication de leur ville ou quartier alors que ces supports de communication sont diffusés aux habitants ; or dans le cadre de la démarche de démocratie participative elles peuvent promouvoir leurs actions, interpeller leurs élus au niveau du plan d'action municipale en matière de sécurité et de prévention.

Internet et le web 2.0 ont permis aux associatifs des quartiers populaires de développer des initiatives permettant de se réapproprier l'information pour une lecture différente des événements et d'offrir une visibilité aux associations pour porter les revendications des quartiers populaires soutenues, ou non par le monde politique ou les médias de masse.

LES FRANÇAIS TOUS CONNECTES

Dans cette partie, j'ai voulu mieux comprendre ce que recouvre exactement le social média ainsi que les modalités d'interaction sociale entre les différents outils, en évitant des descriptifs techniques des outils qui n'apportent rien à la réflexion. Je me suis également intéressée d'une manière générale aux profils d'utilisateurs, aux usages de l'internet et du social media. Je n'ai trouvé que peu d'éléments concernant les attentes des usagers du social media par rapport aux associations et leurs actions. Pour réorienter l'analyse sur le monde associatif, je me suis appuyée sur une étude d'image du monde associatif auprès de la population pour tenter d'appréhender les attentes et les tendances à venir sur le social media. Enfin, je me suis penchée sur les pratiques de communication militante de quelques associations pour dégager des perspectives pour les associations citoyennes qui militent en faveur du droit à la sécurité pour tous.

Les chiffres clés d'internet

L'usage d'internet est généralisé en France Selon Médiamétrie ; la France comptait 38,23 millions d'internautes en février 2011, soit une hausse de 8 % par rapport à Février 2010. Cela représente 71,3 % des Français de 11 ans et plus. Le taux de pénétration du haut-débit à domicile atteint 89,1 % de la population internaute. Le profil des internautes français se rapproche petit à petit du profil de la population française de manière générale. Ainsi, la répartition hommes / femmes qui atteignait 60 % d'hommes en 2001 est désormais à 51,4 % d'hommes au 4ème trimestre 2009. De même, le nombre de CSP+ qui était de 48 % en 1999 est passé à 32 %, se rapprochant de la moyenne française (27 %). Enfin, l'âge reste la différence majeure entre la population Internet et la population française. Plus de 26 % des internautes ont moins de 25 ans contre 20 % des Français. Et 26,7 % des internautes ont 50 ans et plus contre 41 % des Français.

Une étude de l'Insee confirme la place du courriel en tête des usages, avec une proportion supérieure à neuf internautes sur dix. Viennent ensuite la recherche d'information sur des biens et services, puis les opérations de banque en ligne. Quelques usages diffèrent légèrement selon le sexe. Ainsi les femmes recherchent davantage d'informations sur la santé quand les hommes utilisent davantage le Web pour enrichir leurs connaissances d'une manière générale. Ils téléchargent par ailleurs beaucoup plus de logiciels

A mesure qu'Internet entre chez les Français, leurs compétences se développent, note l'Insee. La quasi totalité des internautes sait désormais se servir d'un moteur de recherche ou envoyer des courriels avec des fichiers joints. A l'inverse, 82 % d'entre eux ne sait pas créer une page Web et 74 % utiliser les réseaux peer-to-peer.

Le social média

J'ai longuement hésité avant de proposer une définition ; si on peut en définir le concept général, il m'est apparu très difficile d'en donner une définition exacte, compte tenu des évolutions technologiques rapides de l'Internet. Le social média s'appuie sur la technologie du Web 2.0 évoluant aujourd'hui vers le web sémantique et sur celle des objets (3.0). J'ai donc proposé une définition évolutive et notamment celle de wikipedia.

Les médias sociaux sont des media qui utilisent des techniques de communication hautement accessibles pour faciliter les interactions sociales. Cette expression recouvre les différentes activités qui intègrent la technologie, l'interaction sociale, et la création de contenu. Andreas Kaplan et Michael Haenlein définissent les médias sociaux comme "un groupe d'applications en ligne qui se fondent sur l'idéologie et la technologie du Web 2.0 et permettent la création et l'échange du contenu généré par les utilisateurs. Les médias sociaux utilisent l'intelligence collective dans un esprit de collaboration en ligne. Par le biais de ces moyens de communication sociale, des individus ou des groupes d'individus qui collaborent créent ensemble du contenu Web, organisent le contenu, l'indexent, le modifient ou font des commentaires, le combinent avec des créations personnelles. Les médias sociaux utilisent beaucoup de techniques, telles que les flux RSS et autres flux de syndication Web, les blogues, les wikis, le partage de photos (Flickr), le vidéo-partage (YouTube), des podcasts, les réseaux sociaux, le bookmarking collaboratif, les mashups, les mondes virtuels, les microblogues, et plus encore.

Panorama du social média

Je joins en annexe le panorama des médias sociaux 2011. Ce panorama est composé de 7 grandes familles correspondant aux 7 usages primaires : **Publication**, avec les plateformes de blog. **Partage**, avec les services permettant de partager des vidéos, de la musique, ou encore des documents. **Discussion**, avec des outils et plateformes de forum, des outils de surveillance et de gestion des commentaires et des plateformes de social search. **Commerce**, avec les solutions d'avis clients, les outils de feedbacks collaboratifs, les plateformes de recommandation / inspiration, les sites d'achats localisés, les services de partage d'achats, de co-shopping et d'encapsulation de boutique dans Facebook. **Localisation**, avec des plateformes de *social location*, des réseaux sociaux locaux, des réseaux sociaux mobiles et des services de partage d'événements. **Réseautage**, avec des réseaux sociaux personnels, des réseaux sociaux professionnels, des réseaux sociaux « traditionnels » et des outils de création de réseaux sociaux. **Jeux**, où l'on retrouve les acteurs traditionnels du *casual gaming*, mais également les nouveaux entrants du *social gaming* ainsi que les plateformes mobiles et virtuelles pour les plus petits.

Le social média, miroir de la vie réelle

Selon l'institut CSA, Décembre 2010, 76% des Français communiquent grâce à des réseaux sociaux, des blogs, des tchats. 32% lisent des blogs. 97% des internautes français utilisent le web pour s'informer, 91% pour communiquer, 84% pour se divertir. 7,1 c'est la note de confiance attribuée au média web vs 6.8 pour la TV et 6.6 pour la presse payante. Internet apparaît comme vecteur politique et démocratique en devenir mais d'ores et déjà clef. La censure n'est pas possible en dehors des sites d'information type TF1. Les gens deviennent moins crédules et se méfient. L'indice de confiance des sources d'information est plus important lorsqu'il s'agit d'une relation durable (amis proches, relations de travail ou de voisinage, experts dans son entourage...). L'indice de confiance des réseaux sociaux est 5.1 et celui des blogs de 5.

9 internautes sur 10 cherchent de l'info mais moins d'un sur deux émettent un avis. Ils sont 12% à prendre régulièrement la parole (blog, forum, avis conso), 38% parfois et 24% jamais, mais envisagent de le faire. La moitié des internautes français qui osent prendre la parole sur le web le font dans une logique d'intelligence collective. 90% de ces internautes estiment que leurs avis/contribution permettent d'influencer/d'aider les autres, pour 86% leurs avis contribuent à faire évoluer le web. Ils sont 24% à s'exprimer sur des forums, 24% à publier leur humeur du jour et informer leurs amis, 20% à laisser des commentaires sur des blogs, 18% à voter pour des contenus d'articles, audio et vidéos, 14% à poser ou répondre à des questions d'autres internautes, 13% à commenter des articles, des contenus audios/vidéos, 9% à créer et mettre à jour un blog/une page personnelle, 5% à publier un article pour apporter une contribution (Wikipedia, Agoravox). Pour 9% de bloggeurs, avoir un blog c'est essentiellement pour partager du contenu ludique ou personnel. Pour 59% des internautes, le social web sert à rester en contact avec des amis existants, pour 37% il sert à rencontrer de nouvelles personnes, pour 29% à avoir de nouveaux contacts professionnels. Concernant l'utilisation des réseaux sociaux, 53% des internautes sont présents pour rester en contact avec leurs amis existants, 38% mettent à jour leur profil personnel, 33% publient des photos ou vidéos d'eux-mêmes ou de leur entourage, 25% se font de nouveaux contacts, 25% publient des avis. A propos de leurs e-réputation, 70% des internautes ont déjà vérifié leur identité numérique et 78% déclarent y prendre garde. Les Français sont prêts à contribuer à l'intelligence collective et, de fait, à la rendre pérenne. 24% d'entre eux envisagent de prendre la parole sur les forums, les blogs et les réseaux sociaux.

Focus sur les réseaux sociaux

Facebook, le leader attire 70 % des internautes français

Parmi les 46,9 millions d'internautes français âgés de 6 ans et plus, 37,8 millions visitent des sites de réseaux sociaux cela représente 1 français sur 3, soit un taux de pénétration de plus de 80 %. En constante croissance et avec 32,8 millions de visiteurs uniques en décembre 2010, Facebook confirme sa position de leader sur le marché français des réseaux sociaux. Il concentre également le temps moyen passé le plus important de la catégorie des réseaux sociaux, à savoir plus de 4,25 heures par visiteur pour le mois de décembre 2010. Avec plus de 20 millions de membres en France, Facebook rassemble chaque mois une grande partie des internautes hexagonaux. Hommes et femmes s'y retrouvent à égalité et les différentes générations sont également représentées dans des

proportions homogènes. Le français Skyrock garde sa 2ème position dans le classement avec 10,8 millions de visiteurs uniques. Placé au 5ème rang du classement des réseaux sociaux avec 2,6 millions de visiteurs uniques, Badoo se situe en 2ème position en termes de temps moyen passé par visiteur avec 1,6 heure.

LE SOCIAL MEDIA AU SERVICE DE L'ACTIVISME ASSOCIATIF

Les Français solidaires du monde associatif

Depuis le milieu des années soixante dix, le phénomène associatif a connu une croissance accélérée. Une enquête du CREDOC montre que 8 Français sur 10 sont concernés par la vie associative : 39 % se déclarent adhérents d'au moins une association, et 39 % également, sans être membres, disent participer de façon plus occasionnelle à ce secteur. Les Français ont, en toute logique, une bonne image des associations qu'ils jugent efficaces et utiles à la vie démocratique. Ils estiment que la complémentarité entre l'action de l'Etat et celle des associations devrait se clarifier et se renforcer. C'est par la fonction d'entraide et de service qu'ils définissent prioritairement la vie associative. Au-delà de l'image prédominante d'un engagement en faveur « des autres », c'est bien comme un vivier de citoyenneté (pour 77 % des Français), de démocratie (72 %) que sont comprises les centaines de milliers de structures œuvrant dans ce secteur. Pour 80 % des Français, l'association est une idée d'avenir. Plus explicitement, les Français reconnaissent les vertus des associations au sens large. Pour plus de 8 Français sur 10, celles-ci constituent un élément important de la démocratie ; 78 % estiment leurs actions efficaces et 68 % en soulignent le fonctionnement démocratique. A une image si positive correspond, chez une partie des répondants, une certaine frustration quant à la place que les associations occupent. Si pour 47 % des Français elles jouent globalement le rôle qu'il faut, pour une part équivalente (45 %) ce rôle n'apparaît pas assez important. C'est dans les domaines qui sont aujourd'hui dévolus traditionnellement à la puissance publique que l'insatisfaction est la plus grande : une majorité de Français souhaiterait en effet que les associations investissent plus les secteurs de la jeunesse, de l'éducation, de l'environnement, de la santé ou de la solidarité sociale. L'appel à une plus grande intervention dans des secteurs a priori « publics ». 75 % des Français regrettent que les associations jouent trop souvent un rôle que l'Etat devrait remplir. Cette apparente contradiction n'exprime-t-elle pas, en fait, la demande d'une meilleure complémentarité entre Etat et structures associatives dans des domaines communs?

Depuis plus d'une vingtaine d'années, la notion de « participation citoyenne » a été abondamment débattue. La baisse des inscriptions sur les listes électorales et l'augmentation de l'abstention aux différents scrutins ont souvent conduit à s'interroger sur la montée de l'indifférence pour la participation du citoyen à la vie publique. Mais dans le même temps la vivacité du tissu associatif et l'image dont celui-ci bénéficie dans l'esprit des Français reposent sur un vaste réseau d'adhérents. On compte près de 40 % de personnes déclarant être effectivement membres d'au moins une association, et plus de la moitié de ces membres (54 %) sont adhérents à deux associations et plus. Une précédente étude du CRÉDOC mettait d'ailleurs en évidence une forte augmentation de la participation aux associations. Mais, si l'on prend en compte l'ensemble des personnes participantes, ne serait-ce qu'occasionnellement ou financièrement sans pour autant adhérer, aux associations, c'est près de 78 % des Français que l'on peut alors considérer comme concernés par la vie associative.

En synthèse, au regard de l'ensemble des éléments le media social, se positionne comme un média dont l'idéologie, basée sur le partage et la construction collective est largement intégrée et plébiscitée par la population. Il favorise la démocratie participative et la citoyenneté en permettant d'exprimer ses opinions, de les partager, d'engager des discussions et de se mobiliser. Par ailleurs, l'image des associations et celle du media social sont en affinité, avec des valeurs communes telles que le partage, l'entraide, la contribution au fonctionnement de la démocratie et le développement de la citoyenneté. Le social média permet l'émergence d'autres pratiques démocratiques. Si une large partie de la population est impliquée dans la vie associative en tant que membre actif, membre ou adhérent, on peut émettre l'hypothèse suivante sur le media social et les réseaux sociaux, la population serait naturellement intéressée par une présence plus importante des associations œuvrant non seulement à un niveau national/international mais sans doute également à un niveau local. Il n'existe pas d'étude en France portant sur la présence du monde associatif sur les réseaux sociaux. Selon l'association des professionnels de la collecte de fonds, près de 70% des associations de solidarité possèdent une

page Facebook, seules 15 associations ont plus de 5 000 fans, sur Twitter seulement 50% de ces associations disposent d'un compte, 11 associations ont plus de 500 followers. La stratégie digitale des organisations à but non lucratif s'organise autour de trois objectifs prioritaires : la collecte de fonds, le recrutement de bénévoles, une exposition auprès de jeunes internautes pour améliorer leur notoriété. L'explosion des médias sociaux et des outils de publications personnelles ont donné à des citoyens ordinaires les moyens de participer au débat dans l'espace public. Les technologies, par le biais de la mise à disposition d'outil d'expression, de communication mobile, de partage et de mobilisation en ligne, participent donc de « l'engagement citoyen » et d'un renouvellement des répertoires d'action politique et militante.

Des exemples d'actions de communication sur le social média

Dans cette partie, j'ai sélectionné des exemples d'associations qui mènent des initiatives sur les réseaux sociaux pour tenter de comprendre l'apport de l'outil dans le cadre d'une action de mobilisation ou de réflexion.

RESF

Réseau Education Sans Frontières est un mouvement né en 2004 pour protéger les enfants sans papiers scolarisés et dénoncer la répression qui accompagnent les expulsions (policiers dans les écoles). Le réseau est constitué d'enseignants, de parents, d'élève, de militants politiques et syndicalistes. Il s'appuie également sur un réseau de près de 200 associations. RESF intervient sur l'ensemble du territoire. Les militants n'ont pas de carte d'adhérent. C'est un réseau horizontal et non pyramidale sans hiérarchie, les actions s'élaborent dans le cadre de comités ; chaque militant est en position active. Les actions concrètes, la mobilisation rapide constituent l'engagement et la lutte. RESF est en capacité de mobiliser dans l'urgence et très rapidement lorsque la situation l'exige grâce à l'effet démultiplicateur du réseau. Une page est disponible sur Facebook : elle rassemble plus de 7000 membres. Pour RESF, sur les réseaux sociaux, la difficulté réside dans le fait que l'on assiste à l'émergence de « militants presse bouton » qui ne sont pas forcément prêts à s'engager alors que la légitimité, c'est le terrain. Dans le cadre de leurs actions, le choix des outils n'est pas neutre. Dans une situation d'urgence et à risques, le mail est privilégié. Le site internet relaye les initiatives. Les réseaux sociaux sont des lieux d'échanges et d'écoute, les jeunes sans papiers utilisent beaucoup Facebook pour entrer en contact.

LE MOUVEMENT DES INDIGNES

Ce mouvement est d'abord né en Espagne en Mai 2011, pour dénoncer le plan d'austérité et une situation économique catastrophique qui touche de plein fouet les jeunes. La population espagnole s'est massivement rassemblée et installée durablement autour de la Puerta del Sol. En France, la communauté franco-espagnole, sensibilisée par les événements en Espagne et en Grèce, a lancé la même initiative en tentant de mobiliser sur Facebook. Pour Julien Bayou, un des responsables, les réseaux sociaux ont été utiles pour informer, sensibiliser le monde et mobiliser en Espagne, sur place ; c'était avant tout un très gros travail de terrain. La mobilisation française est arrivée ensuite mais la limite des réseaux sociaux réside dans le déséquilibre entre la présence réelle et celle annoncée. Au vu de l'expérience, il convient de structurer le dialogue et la discussion avant la mobilisation. Les internautes français n'ont pas bien compris le sens de l'initiative par manque de structuration du discours et de formulation des revendications. Le mouvement des indignés s'est étendu à d'autres pays. Les réseaux sociaux se révèlent être des amplificateurs.

LA LDH

En 2008, la LDH a lancé une mobilisation contre la mise en place du fichier EDVIGE. Suite à la fusion de la DST et des RG, le Ministère de l'Intérieur avait décidé de le lancer en remplacement de l'ancien fichier des RG de 1991. EDVIGE aurait permis le fichage de jeunes mineurs et le renseignement de données sur la santé ou l'orientation sexuelle. Avec l'aide de 13 associations, la LDH a mis en ligne un site internet NON A EDVIGE et fait signer une pétition en ligne demandant l'abrogation du fichier. En un mois et demi, la pétition en ligne a récolté près de 250 000 signatures aboutissant au retrait d'EDVIGE. Les médias classiques ont également relayé l'action permettant ainsi de toucher et de sensibiliser toute la population. Le relais sur le terrain en « real life » ne doit pas être négligé. Il n'y a pas de différence entre militants et cyber-militants compte tenu de la pénétration rapide

des NTIC. La page Facebook a rassemblé près de 25 000 membres qui ont contribué à faire signer la pétition en ligne. Ce qui est intéressant avec les réseaux sociaux et les médias sociaux c'est la capacité et la rapidité de se mobiliser avec un collectif sur une question, une problématique précise et créer de nouvelles formes de participation.

LE BONDY BLOG

L'association est née au cours de l'émeute de 2005, elle regroupe des journalistes professionnels et des jeunes des quartiers pour les accompagner et les aider à prendre eux-mêmes en charge l'information dans les quartiers. Elle regroupe une trentaine de jeunes bénévoles et bénéficie d'une subvention de fonctionnement. La notoriété de l'association s'est construite autour du projet et d'une nouvelle expérience informationnelle. Les médias classiques et internationaux se sont intéressés au projet, le Bondy blog s'est développé dans d'autres villes et pays d'Afrique. Le support est référent en banlieue. La technologie, qui s'est démocratisée a permis aux citoyens voulant prendre la parole d'investir le champ public. Le blog permet à la fois d'écrire, d'alimenter en vidéo et radio à un coût très faible, voire gratuitement. Le retour sur investissement militant est assuré grâce finalement au contenu. Le modèle économique reste fragile. Il s'agit aujourd'hui de réfléchir au retour sur investissement pour assurer la pérennité du projet au regard de la puissance économique des médias classiques. Pour le Bondy blog l'enjeu est l'éducation des gens aux médias en offrant une lecture et un contenu différent. Les collectivités, les mairies devraient soutenir et développer activement cet enjeu plutôt que chercher à contrer les médias de masse.

ACTION CONTRE LA FAIM / OXFAM / GREENPEACE

Pour la Directrice de la communication d'Action Contre la Faim, il faut éviter les canaux spéciaux. A titre d'exemple, le réseau social JUMO réservé aux ONG et à leurs sympathisants ne séduit pas tout le monde. Il faut au contraire profiter des grands flux d'informations qu'offrent les réseaux sociaux traditionnels Facebook, Twitter pour faire passer les messages. La page Action Contre la Faim rassemble plus de 27 000 fans ; 40% d'entre eux ont moins de 24 ans. Les jeunes sont une cible que l'association avait du mal à toucher.

Oxfam a demandé à ses fans d'interpeller directement sur Nathalie Kosciusko-Morizet sur sa page Facebook en lui demandant lors de son déplacement à Cancun de se saisir de la question du financement et de l'adaptation au changement climatique.

Greenpeace a lancé sur Facebook une campagne anti-Facebook pour dénoncer son réseau énergivore qui utilise les énergies fossiles polluantes (charbon) créant ainsi le buzz.

Internet est le lieu de la pratique militante, espace dans lequel s'élabore de nouvelles formes de collaboration, de participation, liées à l'évolution des pratiques numériques en adéquation avec l'émergence de nouveaux médias en ligne. Pour les associatifs, compte tenu de l'importance du combat, il faut s'emparer de tous les outils qui sont à disposition et les choisir en fonction des objectifs et de l'environnement dans lequel évolue l'association. Il peut s'agir de promotion de l'activité, de partage de compétences et de connaissances entre membres, d'une mobilisation en ligne ou en réel. Les réseaux sociaux offrent des fonctionnalités de partage propices à la viralité. L'internaute a la possibilité de partager à tout instant n'importe quel contenu. La diffusion de l'information ne coûte rien. Au-delà de la viralité, les réseaux sociaux donnent l'opportunité à l'internaute de s'impliquer. Il a désormais un rôle actif et peut relayer certaines informations via un blog, un wiki, un commentaire/avis/opinion/notation/vote.... D'où l'importance d'encourager la collaboration en créant des communautés et en échangeant avec elles, voire même en les rencontrant. Pour construire la relation aux autres, il s'agit en premier lieu d'avoir des objectifs clairement identifiés, de structurer les contenus et de maintenir des échanges réguliers. Les réseaux sociaux peuvent être très chronophages, notamment dans la construction d'une communauté, pour laquelle il est nécessaire de penser à l'organisation, aux ressources et aux compétences techniques. Il faut par ailleurs, accepter la co-construction et la co-diffusion des messages. C'est là, la force même des réseaux sociaux. Qui plus est, cela permet d'entrer directement en contact avec les adhérents, les donateurs, des bénévoles, les journalistes, les institutionnels...

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES ASSOCIATIONS CITOYENNES MILITANT EN FAVEUR DU DROIT A LA SECURITE POUR TOUS ?

Lors des entretiens avec les différents responsables associatifs, j'ai pu constater que toutes les associations disposaient d'un réseau d'associations intervenant dans d'autres domaines de la vie locale mais elles n'avaient pas de lien avec des associations citoyennes qui se positionnent sur les mêmes sujets ; sans doute parce qu'en premier lieu elles sont peu nombreuses, ensuite parce que la thématique est sensible et politisée donnant souvent lieu à de nombreuses polémiques. Elles manquent de temps pour réaliser des benchmarks. Enfin, elles se méfient des associations para-municipales qui ont un discours en phase avec celui des élus locaux ou de l'Etat ; on peut citer par exemple l'association ANVI (Association Nationale des Victimes de l'Insécurité) qui bénéficie du soutien de l'Etat.

Toutes les associations interrogées ne disposent pas d'une visibilité sur les réseaux sociaux. Elles sont trois à disposer d'une page sur Facebook. Elles y présentent et relayent leurs activités et actions. Elles ne sont pas présentes sur d'autres réseaux sociaux. Huan Tan, Carré de Chine, a évoqué des difficultés lors du lancement de la page du collectif des « Associations des Chinois de France – Sécurité pour Tous », notamment dans la gestion des publications sur le mur, certains membres ont pu publier des messages racistes incitant à la haine, des groupes d'extrême droite s'étaient infiltrés. Pour Omar Djellil, l'utilisation des réseaux sociaux a permis à son association de se faire connaître, même si pour lui il s'agit plus de communautés de « potes » plutôt que de communautés de citoyens engagés. Les membres relayent régulièrement l'actualité. Il diffuse régulièrement des contenus : des communiqués de presse, des déclarations, des vidéos sur Facebook et Dailymotion essentiellement. Il est le seul associatif à disposer d'un blog qu'il alimente et met à jour. Zohra Slimane souhaite dans les mois à venir créer son blog associatif en collaborant avec des jeunes du quartier ; elle n'est pas très à l'aise dans le rôle de rédacteur de contenu, elle préfère le travail de terrain. Jean Gagioli de Trait d'Union n'utilise pas les outils du social media ; ce n'est pas un réfractaire mais il privilégie le mail et le téléphone plus rapide pour organiser des actions. Kamel Chibli, Stop La Violence ne dispose d'aucun outil, la sécurité est un sujet trop sensible. Il craint les dérapages incontrôlables.

Si tous sont d'accord avec l'idée de se constituer en réseau pour défendre l'intérêt des habitants en matière de sécurité publique, ils tiennent à garder leur indépendance. Il ne s'agit pas par exemple, de créer une nouvelle structure mais de s'organiser plutôt en collectif dans lequel chaque association garde son identité et sa liberté d'action. Omar Djellil recommande de respecter les spécificités des uns des autres pour mieux les intégrer à un processus collectif et synergique. L'ensemble des responsables ont évoqué le respect de l'engagement collectif qui est un préambule fondamental à la création du collectif pour éviter les prises d'intérêts personnels. Ils sont, par exemple, favorables à la mise en place d'une charte qui définirait les engagements du collectif et les valeurs défendues dans le respect des lois de la République.

Le partage de l'information, des connaissances et des expériences

Au regard des différentes discussions, plusieurs axes se sont dégagés sur l'intérêt de la création du réseau avec en tout premier lieu **le partage de l'information, des connaissances et des expériences**. **Partage de l'information** : souvent, par manque de temps, les associatifs ne se tiennent pas informés des nouvelles dispositions que peut prendre l'Etat en matière de sécurité publique, dispositif « Voisins Vigilants », patrouilleurs en remplacement de l'Uteq, Loi Hadopi et surveillance des réseaux sociaux, chiffres de la délinquance et état 4001. **Partage des connaissances** : la plupart des associations sont nées à la suite des émeutes de 2005 ou plus récemment encore ; elles ne disposent que de très peu de connaissances sur les objectifs, le fonctionnement et l'organisation de la sécurité intérieure du pays avec par exemple ce que recouvre Lopssi 2 (loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure), la réforme des corps et métiers du Ministère de l'intérieur, les pouvoirs de Police du Maire, les Conseils Généraux et Régionaux de la sécurité, les contrats locaux de sécurité, les Groupes Locaux de Traitement de la Délinquance, les Cellules de Veille... **Partage des expériences** : si l'une des premières revendications des responsables associatifs est l'augmentation des effectifs de la police et le retour d'une police de proximité dans les villes et les quartiers, nous savons par exemple que dans certaines villes des Patrouilleurs ont remplacé l'Uteq avec une mission différente sans augmentation des effectifs. Il s'agit juste d'un

redéploiement des effectifs. A Saint-Denis par exemple, dans le quartier des Francs-Moisins, l'Uteq comprend un effectif de 10 policiers présents 7/7j qui va être supprimé. Plusieurs associations et habitants se mobilisent pour conserver ce dispositif. A Marseille, le Préfet vient d'annoncer la mise en place des Patrouilleurs sans augmentation des effectifs. En ce qui concerne la prise en charge des victimes, je pourrais également évoquer également les dispositifs SOS Victimes présents dans les commissariats de certaines villes. Huan Tan, Carré de Chine, a par exemple obtenu l'édition d'une documentation bilingue sur les démarches à suivre après une agression ou un vol (dépôt de plainte, assurance, banque). Au niveau des contrats locaux de sécurité, seule l'association Stop La Violence fait partie du CLS tandis que les autres ne sont pas conviées. L'association pourrait sans aucun doute conseiller les autres responsables pour les aider à intégrer les CLS.

Cette démarche d'information et de communication partagées permettrait aux responsables associatifs du réseau de disposer d'une veille de sécurité publique, d'approfondir leurs connaissances pour étayer leurs argumentaires à destination des habitants, des élus, des institutionnels, des journalistes...de bénéficier de retours d'expérience des autres associations.

La création d'un espace de débat public

Le deuxième axe est **la construction d'une plateforme de revendications commune pour faire face à l'inertie du politique et créer un espace de débat public**. Si la lutte contre l'insécurité et les violences doit être une priorité, celle-ci ne saurait être justifiée sans veiller à la cohésion sociale des quartiers et à l'amélioration des conditions de vie de tous les habitants. Tous s'accordent à dire qu'il n'existe pas de quartier « sensible », « difficile » ou « à risques » ; c'est le contexte social, l'environnement social, qui y est difficile avec des familles entières livrées à elles-mêmes et des situations dramatiques. Huan Tan, Carré de Chine, propose une construction unitaire à partir de la diversité pour sortir du discours sur l'opposition ethnique, les amalgames avec l'immigration, l'Islam et la jeunesse. Il a évoqué la question de l'éducation : l'école étant le lieu de l'intégration sociale par excellence, elle devrait être plus ouverte aux parents et sur le monde. On pourrait par exemple y trouver de l'aide (permanence d'élus, assistant social) y apprendre les langues des communautés présentes sur le quartier ou la ville. Jean Gaggioli, Trait d'Union, insiste sur le fait qu'il faut absolument lutter contre la délinquance des mineurs ; c'est de la responsabilité de tous les adultes. Pour lui, on ne peut pas laisser sciemment des enfants aux mains de trafiquants en tout genre. Il est favorable par exemple à ce que l'Armée puisse venir en aide aux jeunes mineurs en déshérence, la prison n'est pas la solution. Aujourd'hui, c'est un centre de formation qui les ancre définitivement dans des parcours de délinquants. Par ailleurs, la PJJ manque de moyens pour assurer un meilleur suivi des jeunes sortants de prison. Zorha Slimane évoque le peu de mobilité des jeunes vers d'autres villes : « il faut les aider à se construire ailleurs plutôt que de les cantonner à avoir des comportements déviants dans leurs quartiers ; il y a un chantier à initier sur la base de la solidarité entre famille ». Pour elle, les politiques cherchent à contrôler leurs territoires en évitant de contribuer à certaines initiatives ou en marginalisant des associations trop en désaccord. La lutte contre les inégalités et discriminations a longuement été évoqué. Elles sont nombreuses : d'abord à l'école avec des enfants qui ne bénéficient d'aucun soutien aux devoirs par exemple ; les municipalités pourraient contribuer à aider toutes les familles en soutenant davantage les structures associatives d'aide aux devoirs. L'Education Nationale doit cesser de mettre en place des dispositifs creusant encore plus les inégalités. A titre d'exemple on peut citer, les Zones d'Education Prioritaire, le Réseau Ambition Réussite, l'Internat d'Excellence. Les discriminations à l'embauche ou au sein même des entreprises sont encore banalisées et minimisées. Il existe également des attitudes discriminatoires des institutionnels notamment vis-à-vis des populations immigrées (collectivités, municipalités, communautés d'agglomération, préfecture). Certaines municipalités ont par exemple supprimé les écrivains publics. Pour Kamel Chibli, l'égalité des chances et la discrimination positive ne sont que des concepts qui accélèrent les inégalités. Il conviendrait donc de recentrer le débat sur l'Egalité, la Solidarité et la Cohésion Nationale.

Si d'autres problématiques ont été abordées lors des entretiens, l'objectif était d'évaluer la capacité des responsables à s'inscrire dans la co-production de contenus en validant quelques thématiques à approfondir pour construire des propositions, mais également de valider la création d'un espace de discussion publique pour relayer les propositions, faire réagir et susciter l'adhésion du plus grand nombre.

La mobilisation du réseau

Le troisième axe porte sur **la mobilisation du réseau avec des actions de terrain** et sur les réseaux sociaux. Huan Tan, Carré de Chine, propose par exemple d'organiser les Assises Associatives sur la Sécurité en mobilisant d'autres associations. Jean Gagioli, Trait d'Union, suggère d'organiser des manifestations aux mêmes dates dans plusieurs villes. D'autres responsables proposent de faire signer « on line » et « off line » des pétitions communes sur des sujets spécifiques avec par exemple le manque d'encadrement et de formation des policiers.

Pour la plupart des responsables, la mobilisation doit s'inscrire d'abord sur le terrain et les réseaux sociaux apparaissent utiles pour amplifier les actions de terrain.

La nécessité de créer un écosystème numérique

Pour s'informer, partager, construire et favoriser la propagation des contenus

Il est nécessaire de construire un écosystème numérique adapté aux besoins et attentes de communication du collectif. Pour informer le collectif de l'actualité en matière de sécurité publique, un système de veille partagée pourrait être mis en place sur Netvibes par exemple. L'outil permet d'agrèger des flux d'informations pour faciliter la lecture et la veille dans un domaine donné. Une simple présence sur les réseaux sociaux, du type vitrine du collectif n'a que peu d'intérêt et peut même s'avérer dangereuse. En effet si l'on considère l'exemple de l'association Carré de Chine, qui a mis en ligne une page sur l'association et son appel à manifester, on se souvient qu'elle a dû faire face à des publications d'incitation à la haine et au racisme. J'ai visité la page Facebook du collectif des Associations Franco Chinoises – Sécurité pour Tous : la page ne dispose que de très peu d'information et de contenu sur l'objet de l'association, les valeurs défendues, ses engagements, le contexte dans lequel évolue l'association ou d'explication plus détaillées sur les objectifs de la manifestation. Il conviendrait donc, dans un premier temps, de mener une réflexion sur les contenus et l'organisation de ceux-ci. Google+ propose des outils collaboratifs intéressants pour permettre de construire une plateforme d'élaboration de contenu et de partage des connaissances, avec notamment le Wiki project qui garanti la sécurité et la confidentialité dans l'élaboration du projet interne du collectif. Google documents offre la possibilité à un groupe de collaborer sur un même document en temps réel. Les outils sont faciles à utiliser et ne demandent pas de compétences informatiques particulières. Pour communiquer sur le web et rendre public les propositions, les contenus du collectif, la création d'un blog pour le collectif apparaît comme étant une solution efficace plus souple qu'un site classique et adaptée à une mise à jour régulière des contenus. Des hébergeurs proposent des blogs gratuits qui intègrent des modules de syndication (gestion de flux RSS), de partage vers les réseaux sociaux généralistes Facebook et Twitter favorisant la propagation des contenus et la construction d'une communauté de défense du droit à la sécurité pour tous. La création de pages sur les réseaux sociaux de masse ne peut s'envisager qu'à partir de la création de contenus à forte valeur ajoutée pour légitimer l'existence et l'action du collectif.

Pour construire l'identité, l'image et la notoriété du collectif

Beaucoup d'entreprises se sont construites et développées sur Internet. En moins de vingt ans des e-marques connus de tous aujourd'hui se sont imposées rapidement grâce au média Internet. Celui-ci possède la particularité d'être en constante évolution, de générer de nouveaux usages et de nouvelles attentes, il offre donc de multiples opportunités de développement d'image et de notoriété auprès de différentes cibles. Une présence du collectif sur Wikio (portail d'information qui fouille dans les sites de presse et dans les blogs pour trouver son actualité) augmenterait la visibilité du collectif auprès de bloggeurs influents qui pourraient communiquer sur le collectif, nourrir les discussions et contribuer à faire grandir la communauté sur les réseaux sociaux. La publication de billets sur des sites participatifs d'information type le Post, AgoraVox, Rue89... permettrait de faire connaître le collectif auprès des lecteurs et à alimenter les réseaux sociaux en sujet de discussion. Le collectif pourrait également informer et sensibiliser les journalistes directement à partir de Facebook et Twitter. Enfin chaque association du collectif mobiliserait son réseau de connaissances. La viralité est donc un élément fondamental pour s'imposer sur le territoire de communication.

Les freins à l'initiative

Lors des échanges avec les responsables, je n'ai pas évoqué directement le sujet avec eux. En effet, je souhaitais plutôt partager sur les attentes, les objectifs, leurs visions du projet pour aboutir à une stratégie de conception et de communication en adéquation avec leurs besoins et l'environnement dans lequel ils évoluent. Si je n'ai pas rencontré de réticence mais plutôt même de l'enthousiasme, il me semble que le principal frein sera sans doute organisationnel. Il faudra consacrer du temps à la réflexion, à la rédaction de contenus, aux mises à jour, à la discussion. Par ailleurs, je ne connais pas vraiment leurs niveaux de compétence en informatique ; c'est d'ailleurs pour cela que je préconise des outils simples d'utilisation. Enfin, pour réussir à créer un véritable espace de débat public, il faut s'inscrire dans la durée.

CONCLUSION

A l'approche d'un enjeu électoral important, « l'insécurité ou la sécurité » sera un des thèmes de campagne largement abordé par les partis politiques. Les banlieues et les quartiers populaires ne doivent plus être pris en « otages » ou servir de « boucs émissaires ». Depuis quarante ans, l'inefficacité et l'inadaptation de l'action politique gouvernementale et locale ont conduit au développement de villes et quartiers ghettos. Si l'abstention aux différents scrutins politiques augmente dans le pays, elle atteint des points critiques dans les villes et quartiers de relégation. Pour les habitants y compris les jeunes, dans une société incertaine guidée principalement par des valeurs d'individualité et d'incitation à la surconsommation, le politique, dans son état actuel, est dans l'incapacité d'offrir des perspectives d'avenir. Il apparaît comme « un gestionnaire » de situations, un pompier tentant d'éteindre les feux qu'il a lui-même allumés. Les habitants des villes et quartiers populaires ont depuis des années appris à se passer du politique ; ils s'organisent, s'entraident, tentent de vivre comme ils le peuvent ou comme ils l'entendent. L'épouvantail FN ne leur fait pas peur. Ils ont développé une forte défiance à l'égard des politiques. Si bien souvent on pointe du doigt le manque d'engagement citoyen des habitants et la désertification politique, je tiens tout de même à nuancer ce constat. Les tentatives d'organisation politique des immigrés et de leurs enfants ont été très nombreuses depuis les années 60 et le sont encore aujourd'hui. Les émeutes de 2005 ont créé un véritable électrochoc, les initiatives citoyennes se sont multipliées pour porter les revendications des banlieues populaires sur la sécurité, l'Islam, le racisme et les discriminations, les conditions de vie... Si l'enjeu pour les associations qui ont contribué à la réalisation de ma réflexion est de continuer à revendiquer « le droit à la sécurité pour tous » dans les villes et quartiers populaires, il s'agit également de créer un collectif sur le social media pour communiquer différemment sur la banlieue. En effet, il ne faut plus accepter l'enfermement des questions de sécurité à la banlieue et ouvrir le débat, les discussions avec tous les citoyens qui veulent comprendre et échanger. Le sujet doit être porté de manière pédagogique sur le social media pour construire un espace de débat public avec les internautes y compris les jeunes, faire émerger d'autres thématiques, des propositions, sensibiliser les journalistes, contraindre le gouvernement et les élus locaux à prendre leurs responsabilités. Les futurs candidats à la présidentielle pourraient être invités à réagir, à prendre des engagements. Le social media ouvre de vraies perspectives d'une communication responsable partagée par le collectif pour provoquer les changements attendus dans les villes et quartiers populaires.

ANNEXES ET SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

Violences et insécurité – Fantômes et réalités dans le débat français - Laurent Mucchielli

Les médias et la banlieue - Julie Sedel

Les émeutes de l'automne 2005 dans les médias : étude comparée du traitement de cinq quotidiens français-
Mémoire de recherche de Master 2 de Science politique 2008 - Mélissa Depeyre

Le silence politique des quartiers - Olivier Masclet

Centre d'Analyse Stratégique : Comprendre les émeutes de novembre 2005 - Les exemples de Saint-Denis et
Aulnay Sous Bois

Les émeutes de l'Automne 2005 dans les banlieues françaises du point de vue des émeutiers - Laurent Mucchielli
et Abderrahim Aït-Omar

Dictionnaire de la criminologie : Les émeutes en France - Laurent Mucchielli

La coproduction locale de la sécurité en France : un partenariat interinstitutionnel déficient - Virginie Gautron

Les violences dites « urbaines » et la ville – Du désordre public au conflit dans l'espace public – Eric Macé

Prévention de la délinquance : pourquoi les partenariats locaux ne fonctionnent pas bien. Un double
discours de l'Etat - Laurent Mucchielli

Emeutes urbaines, sentiments d'injustice, mobilisations associatives : émergence d'une dynamique politique chez
les jeunes dits « de cité » ? - Éric Marlière

Ressources Urbaines L'agence de presse des quartiers

Les quartiers populaires français ne sont pas un « désert politique » - Abdellali Hajjat

Les banlieues et la politique : un sociologue contre 5 idées reçues - Michel Kokoreff

Douce France, la saga du mouvement beur - Extraits du documentaire de Mogniss H. Abdallah 1993. L'enquête est
menée au niveau national avec la collaboration d'Ahmed Boubeker, Saïd Bouamama et Kaïssa Titous.

Baromètre ECHO : les Français face aux médias sociaux

<http://www.slideshare.net/scanblog/baromtre-echo-les-franais-face-aux-mdias-sociaux>

Comment se partagent les contenus sur le web ?

<http://www.journaldunet.com/ebusiness/le-net/partage-de-contenus-web/>

Quel est le profil socio-démo des utilisateurs de réseaux sociaux ?

<http://www.journaldunet.com/ebusiness/le-net/profil-utilisateurs-reseaux-sociaux/>

Les internautes Français passent plus de 4 heures par mois sur les réseaux sociaux – Etude Comscore

http://www.comscore.com/fre/Press_Events/Press_Releases/2011/1/In_France_Internet_Users_Spent_Over_4_Hours_on_Social_Networking_Sites

Web 2.0, les Internautes au pouvoir – Jean-François Gervais

Glossaire des outils du social média

Associations, grandes causes, ONG : quelles relations avec les blogs et les blogueurs?

<http://influence-ethique.fr/articles/associations-grandes-causes-ong-queelles-relations-avec-les-blogueurs-et-les-blogs/comment-page-1#comment-139>

Associations, ONG et adaptation au social media

<http://regardsurleweb.solidairesdumonde.org/archive/2010/06/17/associations-ong-et-adaptation-au-social-media.html#more>

Avantages des réseaux sociaux (et inconvénients)

<http://regardsurleweb.solidairesdumonde.org/archive/2011/02/17/avantages-des-reseaux-sociaux-et-inconvenients.html>

Conférence « Médias citoyens, pratiques militantes et mobilisation collective »

<http://democratie-en-reseaux.net/>

Les mouvements associatifs se prennent au jeu des réseaux sociaux

<http://www.parislabs.net/news/les-mouvements-associatifs-se-prennent-au-jeu-des-reseaux-sociaux/>

Les associations tentent d’apprivoiser les réseaux sociaux (avec du LIMITE dedans, une étude et une interview Arte) – Agence Limite

<http://veille.agence-limite.fr/les-associations-tentent-dapprivoiser-les-res>

La collaboration entre associations pour une meilleure efficacité

<http://www.territoiresweb.com/collaboration-entre-association/>

Des réseaux sociaux locaux au service de la citoyenneté

<http://www.place-publique.fr/spip.php?article5578>

Association des professionnels de la collecte de fond – Mobiliser et collecter sur les réseaux sociaux

<http://www.slideshare.net/izicollecte/mobiliser-et-collecter-sur-les-rseaux-sociaux>

Enquête sur les Chinois de Paris, communauté en plein désarroi – Article du 26/06/11 RUE 89

Délinquance : contre les idées reçues, les chiffres et le recul – Article du 15/06/11 La Provence

Marseille : sécurité renforcée autour de la Porte d'Aix – Article du 12/08/11 La Provence

L'organisation et la gestion des forces de sécurité publique – 8/07/11 Le Monde

LISTE DES ASSOCIATIONS CONTACTEES

Prévention Violence Toulouse – Naffissa Barascud

Association Saint-Ouen en toute liberté – William Delannoy

Collectif des associations Franco-Chinoises – Paris - Huan Tan

Confédération Générale des CIQ de Marseille – Monique Cordier

Association Présence Citoyenne – Marseille – Omar Djellil

Sur le chemin de la lumière avec les mamans du monde – Noisiel – Halima Nazaire

Association Bagatelle – Toulouse – Zohra Slimane

Association AC Le Feu – Clichy sous bois – Mohamed Mechmache

Gotha Cité – Aubervilliers – Sylvie Epopi

Stop la Violence – Bordeaux – Kamel Chibli

Trait d'Union – Marseille – Jean Gaggioli

Collectif du 29 juin – Parent à l'unisson – Villiers le Bel

Collectif Anti-crack – Paris 19^{ème}